

A gauche, nos convergences sont suffisantes pour nous permettre de gouverner ensemble cinq ans

Christiane Taubira

L'ancienne ministre de la justice a annoncé qu'elle rendrait, d'ici à la mi-janvier, sa décision sur son éventuelle candidature à la présidentielle. Evoquant des pistes de rassemblement, elle rappelle que les forces de gauche sont « liées par un destin collectif qui transcende les péripéties personnelles »

Le temps est venu pour une nouvelle aventure collective au long cours. Un nouvel épisode de notre épopée humaniste. Je parle de l'aventure du peuple français qui a arraché à toutes les oppressions, à toutes les fatalités l'organisation démocratique de ses pouvoirs, et qui, à bon droit, rejette l'actuel fonctionnement antirépublicain et infantilisant où le président suprême décide pour le peuple, sans le peuple, et parfois contre le peuple.

Nous savons ce qu'il faut faire. Nous savons comment faire. Les projets portés à gauche, et les idées-phares qui puisent dans les idéaux de justice, d'innovation et de progrès sans brutalité, d'émancipation individuelle, de solidarité et d'hospitalité en sont l'illustration.

Les convergences ne manquent pas, malgré une propension avérée à inventer entre nous des querelles insurmontables. Nous savons que le choc climatique est déjà l'affaire de ce siècle et qu'il appelle des choix drastiques. Nous voulons des services publics qui, à nouveau, maillent tout le territoire. Ainsi du service de santé public, à trente minutes du domicile, sous dotations annuelles pour rompre avec la logique comptable, dont il faudra renforcer les capacités d'accueil et de soin, en plus d'assurer la juste rémunération des personnels. Ainsi de l'école, creuset social où exercent avec application enseignantes et enseignants peu considérés et sous-rémunérés, en dépit de l'importance cardinale de leur mission. Nous voulons aussi que le temps d'études cesse d'être une course sans fin d'un job à l'autre. Et par une politique ambitieuse et soutenue, stimuler et accompagner la recherche, dans le temps et dans l'instant.

C'est également la justice sociale qui dicte la nécessité d'infrastructures de mobilité pour permettre à des millions de personnes, qui n'ont pas d'autre choix que la voiture, d'échapper aux vicissitudes du temps de route, des prix de carburant, de l'injuste procès en pollution négligente. Et il faudra s'atteler pour de bon à rénover les millions de logements thermiquement défectueux. Tous ces secteurs et d'autres appellent des investissements considérables, de fortes transitions, des bifurcations résolues.

Il en va aussi de l'augmentation du salaire minimal et d'une politique fiscale juste, qui rétablisse l'impôt sur la fortune, réclame à chacun selon ses capacités – entendons très clairement : davantage à ceux qui peuvent contribuer davantage –, et punisse sévèrement ceux qui s'organisent pour échapper à l'impôt.

Nos convergences, même avec des nuances sur certains sujets et sur des méthodes, sont suffisantes pour nous permettre de gouverner ensemble cinq ans durant. Des divergences existent. Sur des sujets difficiles et non sans conséquences. Le débat sur les sources d'énergie ne peut être évacué. Nous devons aussi rapprocher notre rapport à l'Union européenne qui, elle-même, appelle encore des efforts pour devenir un espace de justice sociale et une puissance géopolitique. Des discussions ont lieu sur le bien-fondé ou la nature de rapports diplomatiques bilatéraux, et occasionnellement de positionnements multilatéraux. Il reste aussi à s'entendre sur la variation des taux et champs d'application de la TVA, selon les priorités de consommation, ou comme outil de transition.

De ces désaccords, combien sont insurmontables ? Nous disposons d'instruments démocratiques, et je pose que la délibération collective, sous procédure législative ou sous forme citoyenne, doit être réhabilitée pour trancher sur ces grands enjeux.

Les chantiers sont imposants. Nous, la gauche, avons notre part dans des inégalités sociales et des injustices, dans la démoralisation d'une partie de la population, et même dans le désarmement industriel, par impuissance ou compromis inopportuns. Et lorsque ce n'est pas notre faute, c'est notre responsabilité. C'est nous qui avons quelque chose à dire, d'audible, et à faire, d'urgent, pour celles et ceux qui se cassent le dos à passer des milliers de codes-barres, à trier les colis et à les livrer, à retourner la terre sans pouvoir vivre de leur labeur ; pour celles et ceux qui assistent, impuissants, malgré leurs compétences et leur combativité, à la fermeture de leurs usines ou à la délocalisation de leur entreprise ; pour celles et ceux qui cumulent les emplois partiels et temporaires ; pour celles et ceux qu'on humilie au moment où ils ont besoin de solidarité face aux accidents de la vie ; pour celles qui savent qu'elles peuvent, un jour ou une nuit comme les autres, périr sous les coups. Toutes et tous, d'une voix claire, réclament justice.

C'est notre devoir, autant que notre désir, à nous, la gauche, de ne pas nous accommoder de la détérioration des conditions d'être dans notre société, ni plus des répercussions sur nos vies des brutalités du monde. C'est nous qui, par les exigences de nos valeurs, par les retombées de nos combats, par les enseignements de notre histoire, c'est nous qui pouvons rétablir de la justice sociale et instaurer une justice environnementale, en assumant l'une et l'autre. C'est nous qui pouvons mettre un terme à la prédation économique, promouvoir l'économie solidariste et performante, réguler les géants du numérique, protéger activement les données personnelles, contenir la violence ordinaire qui parasite les réseaux sociaux. Parce que nous croyons à la puissance d'Etat au service de l'intérêt général. Parce que nous devons et voulons reconquérir la souveraineté indispensable à des décisions conformes à notre conception de ce qui est bon pour nous. Sans avoir besoin de nous inventer des ennemis.

Je sais pour qui je veux me battre

C'est nous qui pouvons traduire en politiques publiques des revendications dispersées et légitimes, portées par les féministes et les ouvriers, les professeurs et les employés, les gens des villes et ceux des cités, les communes rurales qui tiennent bon et celles qui se dépeuplent, toutes causes portées et illustrées autant par l'inventivité constatée dans les ronds-points, que par les images familières des syndicaux le poing levé, des banderoles et pancartes imaginatives des personnels soignants d'hôpitaux en burn-out, par l'impatience bruyante des pêcheurs exaspérés, l'arc de couleurs des cortèges LGBT, les impromptus des artistes et créateurs en tous genres, les fantaisies joyeuses et sérieuses des lycéens, la ronde et les performances de ces adolescents qui marchent pour la Terre, la biodiversité, le climat, la vie !

Ainsi sommes-nous. Complaisamment pétris d'un idéal de société campé sur un contrat social auquel nous nous accrochons, avec raison, même lorsqu'il n'est plus que peau de chagrin.

Ainsi sommes-nous, égaux et solidaires, libres, fiers et volontaires, divers dans nos apparences, nos enracinements, nos lignées, nos parcours, nos bagages culturels, liés par un destin collectif qui transcende nos péripéties personnelles, conscients que se trouve là notre insondable puits d'énergie, de vitalité et de créativité.

Et nous savons ce qui nous fait tenir ensemble. La République. Notre chose publique. Notre bien commun suprême. La République laïque qui nous protège de toute emprise et promet à chacune et chacun d'entre nous les conditions pour accomplir sa destinée choisie. C'est la haute mission de l'école que de pourvoir en savoirs et préparer en citoyenneté ; de susciter et nourrir l'esprit critique, celui-là même qui nous autorise à tout interroger, en premier lieu les dogmes et commandements, les assignations et les interdits, à pouvoir récuser au nom de la raison et des connaissances.

La République laïque protège autant notre liberté de conscience que notre liberté de culte, n'encombre notre citoyenneté d'aucune obligation de croyance ou non-croyance, mieux : par la loi pénale, elle nous protège individuellement de toute pression. Libres de devenir, libres, quoi que contredisent les circonstances réelles d'évitement et d'empêchement, expérimentées au quotidien par des millions d'entre nous, et qui font obstacle à cette promesse. Elle reste une promesse formelle et ferme, toujours à accomplir. Je sais les difficultés, les injustices et parfois la suspicion ou la morgue. C'est pourtant par-dessus qu'il faut forcer un chemin républicain.

Je sais pour qui je veux me battre, pour qui nous n'avons pas le droit d'être incapables de tout surmonter, pas le droit de nous complaire dans la torpeur. La jeunesse nous méprisera. Avec raison. Les autres nous tiendront pour insignifiants. Avec justesse. Par cet engagement, il s'agit clairement de vouloir le pouvoir, pour agir, et pour rendre aux Françaises et aux Français du pouvoir sur leurs vies.

Christiane Taubira, ancienne garde des sceaux (2012-2016), a annoncé, le 17 décembre, qu'elle « envisageait » d'être candidate à la présidentielle de 2022 ; elle a également exprimé son « soutien » à la Primaire populaire ayant pour but de désigner un candidat commun à cette élection, et dont elle est l'une des dix personnalités sélectionnées